



COMMISSION EUROPÉENNE

Andris PIEBALGS

Commissaire européen au développement

Comment l'UE entend-elle combiner les objectifs de réduction de la pauvreté avec les objectifs de protection de l'environnement?

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

10e anniversaire de la Fondation pour les Etudes et Recherche pour le Développement International (FERDI)/ Clermont-Ferrand
9 Janvier 2014

Cher Patrick, Chers intervenants, Mesdames et messieurs,

Introduction

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour votre invitation à ouvrir ce colloque qui réunit de prestigieuses personnalités pour fêter les 10 ans de la FERDI, 10 ans de recherche sur le développement international qui m'ont inspirés depuis le début de mon mandat.

Vous avez choisi de débattre d'un sujet au cœur des débats actuels : « *Développement durable, développement vulnérable* », autrement dit « comment éradiquer la pauvreté sur le long terme et garantir un développement durable au niveau mondial ? ». Il s'agit là d'un double défi commun à l'ensemble des pays et citoyens de la planète. Défi que nous sommes en devoir de relever, car comme le disait Nelson Mandela dont je salue la mémoire, « Tant que la pauvreté persiste, il n'y a pas de réelle liberté ».

Je crois qu'aujourd'hui, nous avons les atouts en main pour relever ce défi. Il est désormais admis que, pour la première fois, l'humanité dispose des technologies et des ressources nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté et mettre le monde sur le chemin du développement durable, en une génération. Nous n'avons donc aucune excuse et nous devons, collectivement, faire la promesse d'y parvenir.

En tenant cette promesse, nous transformerons en réalité la vision – défendue par l'Union européenne lors de la dernière Assemblée Générale des Nations Unies- d'un monde où chaque homme, femme et enfant vit dans la dignité et dans la prospérité ; un monde où donner naissance n'est plus une question de vie ou de mort ; un monde où l'accès à l'eau, à l'hygiène, à l'énergie, à l'éducation et aux services de santé n'est plus un luxe. Mais aussi un monde où le progrès respecte les limites environnementales de notre planète et ne met pas le futur de ses enfants en danger. Je suis d'accord avec le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon qu'il faudra du courage politique pour parvenir à cela ; mais vous serez d'accord avec moi que l'échec n'est tout simplement pas une option.

De son côté, l'Union européenne a adopté, depuis quelques années, des politiques allant dans cette direction. Elle a mis en place plusieurs initiatives visant à en faire une économie intelligente, durable et inclusive, avec un haut niveau d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Les engagements européens en matière d'énergie et climat en sont une illustration concrète.

Elle a également réformé sa politique de développement, afin de l'orienter sur la lutte contre la pauvreté dans le respect de l'environnement, de la croissance durable et inclusive et de la promotion de l'Etat de droit.

Avant d'aller plus loin sur ce point, permettez-moi de m'arrêter sur les fondements qui ont servi de socle à notre politique : les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

MDGs

Les Objectifs du Millénaire, adoptés en 2000, ont montré qu'en combinant agenda commun, volonté politique, et ressources financières, nous étions en mesure de faire des progrès substantiels contre la pauvreté. Ils ont entraîné, avec succès, un effort mondial de solidarité qui a permis à des millions de personnes d'avoir accès, entre autres, à l'éducation, à la santé maternelle ou à l'eau dans les pays en développement.

L'objectif global de réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015 a été atteint dès 2010. La proportion de personnes vivant en dessous d'un dollar vingt-cinq par jour a en effet chuté de 47% en 1990 à 22% en 2010, ce qui signifie qu'autour de 700 millions de personnes ont été sorties de l'extrême pauvreté en 20 ans.

Dès leur adoption, l'Union européenne s'est engagée pleinement derrière les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ils ont été placés au cœur de sa politique de développement et de ses actions sur le terrain.

Au cours des 10 dernières années, l'Union européenne et ses Etats Membres ont alloué plus de 50 milliards d'euros par an à l'aide au développement et notamment à la réussite des OMD – ce qui fait de l'Union le donateur le plus généreux au niveau mondial.

Nous avons ainsi permis à plus de 70 millions de foyers d'avoir accès à l'eau potable ; plus de 7.5 millions de naissances ont été assistées par du personnel médical qualifié et 14 millions d'enfants ont pu aller à l'école, pour ne citer que ces quelques résultats.

Pour autant, il reste encore du chemin à parcourir pour que l'ensemble des OMD soit atteint, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne. Nous avons le devoir de remplir nos engagements – et cela signifie redoubler nos efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire d'ici 2015. L'Union européenne est déterminée à travailler avec ses partenaires pour en faire un succès. Cela passe par exemple, par la mise en œuvre, sur le terrain, de l'Initiative européenne pour les OMD dotée d'un milliard d'euros. Cette initiative permet de renforcer l'accès à la nourriture, à la santé maternelle et infantile, ou encore à l'eau et à l'hygiène dans plus de 50 pays.

Cela passe aussi par la mise en œuvre du prochain budget européen – pour 2014-2020 – qui a été adopté le mois dernier. Nous avons réussi à maintenir un niveau élevé d'aide au développement, à hauteur de 82 milliards d'euros. Cela nous permettra de mettre en œuvre efficacement la politique européenne de développement, réformée en 2011 et centrée sur l'éradication de la pauvreté, et les Objectifs du Millénaire, dans le cadre d'un développement durable.

Agenda for Change

J'en viens à cette nouvelle politique, dénommée "l'Agenda pour le Changement". Elle vise à s'attaquer aux racines de la pauvreté, et non seulement aux symptômes, afin de maximiser l'impact de l'aide européenne. Mon objectif a été de faire en sorte que l'aide au développement permette à nos pays partenaires et à leurs citoyens de sortir de la pauvreté de façon durable et irréversible. Les printemps arabes ou les récentes crises alimentaires ont montré que les progrès réalisés peuvent être fragiles et révocables s'ils ne sont pas fondés sur des piliers solides.

C'est pourquoi l'Agenda pour le Changement identifie trois axes clés : la bonne gouvernance et les droits humains; les facteurs de croissance durable et inclusive, notamment l'énergie propre et l'agriculture durable; et les secteurs sociaux du développement humain.

Nos fonds seront concentrés sur les pays les plus pauvres où l'aide européenne apporte une réelle valeur ajoutée. Ainsi, 19 pays – dont la Chine, l'Inde, la plupart des pays d'Amérique Latine - ne recevront plus d'aide au développement en tant que tel, mais nous continuerons à coopérer avec eux à travers d'autres modalités.

L'aide européenne sera également concentrée sur un nombre réduit de secteurs, où elle pourra avoir un impact tangible, et rendue plus flexible afin de s'adapter au mieux aux besoins de nos partenaires.

Cette nouvelle approche prend donc pleinement en compte les questions de vulnérabilité – qui sont l'un des axes de réflexion de ce colloque.

Nous avons constaté en effet que la vulnérabilité de certains pays aux chocs extérieurs- catastrophes naturelles, crises politiques ou pandémies- est un obstacle majeur à leur croissance et développement.

L'Agenda pour le Changement vise ainsi à renforcer la résilience de plusieurs manières, depuis le soutien aux politiques macro-économiques et à la promotion de meilleurs systèmes de protection sociale jusqu'au développement du secteur privé et à l'intégration aux marchés mondiaux.

Concrètement, lors des deux dernières crises alimentaires qui ont touché la Corne de l'Afrique et le Sahel, la Commissaire Georgieva et moi-même avons lancé les initiatives SHARE pour la Corne et AGIR pour le Sahel dotées de fonds à la fois humanitaire et de développement.

Des actions ciblées ont été mises en place, incluant un apport immédiat de nourriture pour répondre à la crise mais aussi le soutien aux stratégies nationales de résilience, à la gestion des crises et la construction de systèmes d'alerte précoce dans les pays à risques.

Pour autant, aussi efficace et utile qu'est l'aide au développement, nous savons qu'elle ne suffira pas à éradiquer la pauvreté à elle seule. Nous devons la considérer comme un catalyseur, un levier, pour mobiliser d'autres sources de financement comme les ressources domestiques ou l'investissement privé.

L'Agenda pour le Changement guide notre politique sur le terrain depuis 2 ans, et sert de cadre aux discussions que je mène actuellement avec nos pays partenaires pour définir la programmation de l'aide européenne pour les sept prochaines années. Je suis satisfait de constater que nos partenaires sont convaincus de la pertinence de notre approche, qui permet de poursuivre le double objectif de lutter contre la pauvreté en intégrant les trois dimensions d'un développement durable.

EU action and post-2015

Ce double objectif s'inscrit dans le droit fil des discussions en cours sur le cadre mondial qui succèdera aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, le cadre post-2015.

L'Union européenne est déterminée à jouer pleinement son rôle dans ce débat et a mis sa position sur la table au printemps dernier. L'objectif ultime doit être celui de garantir une vie décente et digne pour chacun d'entre nous, où qu'il soit né sur cette planète.

Notre vision s'appuie sur trois principes:

- Tout d'abord, reconnaître qu'il est possible d'éradiquer l'extrême pauvreté en une génération et mettre en place les éléments nécessaires pour y parvenir.
- Ensuite, reconnaître que les efforts pour éradiquer la pauvreté doivent être liés à aux efforts pour la durabilité. Les conséquences du changement climatique, des conflits ou des inégalités grandissantes sont déjà visibles et menacent les progrès de développement de nombreux pays. Les îles du Pacifique sont tout simplement en voie de disparaître ; la désertification du Sahel progresse et met en danger la sécurité alimentaire de milliers de personnes ; les conflits en Centrafrique ou au Sud Soudan repoussent ces pays dans l'extrême pauvreté. L'approche « Business as usual » n'est donc plus une option.
- Enfin, reconnaître que le prochain cadre mondial devra être réellement universel. Contrairement aux OMD, les prochains Objectifs devront s'appliquer à tous les pays, du Nord comme du Sud, tout en prenant en compte les différents niveaux de développement. Tous les citoyens de ces pays pourront s'en prévaloir et tenir leurs gouvernements responsables de leur bonne mise en œuvre.

L'Union européenne défend ainsi une approche intégrée du prochain cadre mondial qui devra s'attaquer aux défis jumeaux de l'éradication de la pauvreté et du développement durable.

A cette fin, cinq éléments clés devraient être pris en compte :

- des standards sociaux minimaux en matière d'accès à l'éducation, la santé, l'énergie, afin d'assurer les conditions de vie élémentaire;
- la croissance inclusive et durable bénéficiant à tous ;
- une gestion durable des ressources naturelles pour préserver l'environnement ;
- les questions de justice, équité, égalité et bonne gouvernance pour garantir les droits fondamentaux ;
- et la paix et stabilité qui sont des conditions de base au développement.

Les Objectifs définis devront être clairs, limités en nombre à l'image des OMD actuels, et mesurables, afin de garantir des évaluations régulières.

Je suis heureux de constater que cette position est globalement reflétée dans les discussions en cours au niveau mondial sur l'agenda post 2015.

Les conclusions de l'Événement Spécial sur les OMD, basées sur le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies et adoptées par l'ensemble des Chefs d'Etat et de gouvernement en Septembre dernier, soulignent le rôle central de l'éradication de la pauvreté et l'importance d'assurer un développement durable de la planète. Elles reconnaissent que le cadre post 2015 doit intégrer les trois dimensions du développement durable et promouvoir la paix et sécurité, la gouvernance démocratique, l'égalité des genres et les droits humains.

Cette approche a également été reflétée dans le rapport du Panel de Haut Niveau du Secrétaire Général auquel j'ai eu l'honneur de participer, aux côtés de Jean-Michel Sévérino. Les objectifs illustratifs que nous avons présentés me semblent aller dans la bonne direction et constituent à mes yeux une base solide pour les discussions qui auront lieu dans les deux prochaines années.

Enfin, la définition d'un tel agenda devra se faire de manière ouverte, en consultation avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le secteur académique et les citoyens. Cet élément est fondamental pour garantir un véritable partenariat entre tous ces acteurs. Ce sera la condition de l'appropriation et la clé du succès de l'agenda post 2015.

Mesdames et Messieurs,

La conversation ne fait que commencer et l'Union européenne est déterminée à y jouer un rôle, dans l'écoute et le dialogue mais aussi la promotion de sa vision. La route qui s'annonce sera longue et demandera des choix courageux. Mais la récompense ultime d'une vie décente pour tous dans un monde libéré des chaînes de la pauvreté – un monde juste et durable, tel qu'au cœur des préoccupations de FERDI – est à notre portée, et en vaut largement la peine.

Je vous remercie.